

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/502		
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION REGIONALE DES ORGANISMES HLM DE PACA ET CORSE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/502

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA
METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION REGIONALE
DES ORGANISMES HLM DE PACA ET CORSE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs n°21/09/302 du 30 septembre 2021 couvrant la période de 2021-22 et 2023 et déclinant le plan d'action partenarial métropolitain entre l'Etat et la Métropole,

VU la convention ci-après annexée,

CONSIDERANT qu'en 2020, la Métropole a été retenue dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord » (AMI 2),

CONSIDERANT que la Métropole a souhaité répondre aux problématiques du logement et de l'insertion professionnelle en y associant des partenaires institutionnels,

CONSIDERANT que l'Association Régionale des organismes des HLM (ARHLM) assure la représentation collective des organismes HLM auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs de l'habitat, de l'échelle du quartier à celle de la Région,

CONSIDERANT que l'association peut ainsi participer à la définition des politiques publiques du logement, tant au plan régional que local, ou des conditions de leur mise en œuvre,

CONSIDERANT qu'elle est également investie d'une mission de mise en œuvre territoriale des politiques négociées avec l'État,

CONSIDERANT l'expertise de l'association en matière de programme de logements sociaux à bas niveau de quittance et que son action s'inscrit dans la démarche du « Plan National logement d'abord » et plus précisément dans l'axe 2 de sa déclinaison métropolitaine, visant la sécurisation et la fluidité des parcours résidentiels,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'Association Régionale des organismes HLM de PACA & Corse une subvention de 17 500 € au titre de l'année 2022.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération Logement et Solidarité N°5219 article N°65748, Budget Principal, fonction 552.

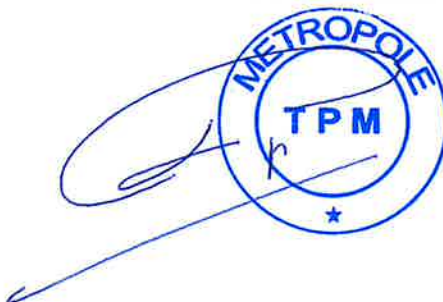
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION REGIONALE DES ORGANISMES HLM DE PACA ET CORSE DANS LE CADRE DU PLAN LDA METROPOLITAIN

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO agissant en vertu de la Décision n° du Bureau Métropolitain du,

ci-après désignée « la Métropole »,

D'une part,

ET

L'Association Régionale des organismes HLM de PACA & Corse, 97 avenue de la Corse 13007 Marseille, représentée par son Président Monsieur Pascal FRIQUET, dûment habilité,

Ci-après désignée « l'ARHLM »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

En 2020, la Métropole a été retenue dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord » (AMI 2).

Une convention pluriannuelle d'objectifs couvrant la période de 2021-22 et 2023 entre l'Etat et la Métropole décline le plan d'action partenarial métropolitain.

Il s'établit autour de trois axes :

1. Le premier répond à l'enjeu d'une coordination renforcée reposant sur un état des lieux partagé afin d'être plus efficace dans nos actions, il tend vers :
 - L'optimisation des moyens existants en garantissant l'accès au droit et l'accès aux dispositifs,

- Une meilleure connaissance des problématiques et une interconnaissance des professionnels,
 - Favoriser une articulation au-delà des logiques de guichet, via un renforcement et une évaluation des parcours et de l'efficacité des dispositifs,
 - Développer la participation citoyenne et l'innovation en matière de participation numérique-inclusive.
2. Le deuxième définit l'organisation de solutions complémentaires pour les publics prioritaires :
- En intervenant sur l'augmentation de l'offre adaptée et accompagnée permettant de garantir le logement comme socle de l'insertion sur le territoire,
 - En organisant l'orientation des publics établie sur des diagnostics et des critères uniformes,
 - En sécurisant les parcours résidentiels et la prévention des ruptures, notamment en garantissant des médiations entre les bailleurs et les locataires,
3. Le troisième axe vise l'insertion socio-économique durable dans un logement via :
- Un soutien plus efficace, aux périodes charnières, notamment via des actions complémentaires en direction de l'insertion par la formation et l'emploi, notamment pour les jeunes,
 - Un partenariat renforcé avec des objectifs d'insertion par l'activité économique et par le logement en simultanée, mutualisant les dispositifs les plus adaptés, grâce à un plan d'accompagnement mobilisant le pouvoir d'agir des personnes.

La Métropole a souhaité répondre aux problématiques du logement et de l'insertion professionnelle en y associant des partenaires institutionnels.

Le fonds national des aides à la pierre (FNAP) finance plusieurs types d'opérations de logements sociaux dont des actions d'intermédiation locative dans le parc privé des communes carencées et des actions relevant du programme PLAI adaptés.

Pour développer l'offre de PLAI adapté, il est proposé de se doter d'une expertise pour le montage de ces dossiers et d'avoir un accompagnement technique afin d'équilibrer ces opérations. Il s'agit de constituer un comité technique et de soutien à la promotion du logement adapté et une dynamique de mutualisation des divers partenaires.

Préalablement il s'agira de définir clairement pour l'ensemble des opérateurs le cadre précis de ce dispositifs (modalités de financement, nature de la gestion locative adaptée, durée, formes...).

Aussi, la communication sera un levier essentiel de promotion auprès des propriétaires visant la sécurisation des parcours locatifs, l'incitation, la mise en œuvre de travaux subventionnés et l'Investissement responsable.

Par ailleurs, L'ARHLM assure la représentation collective des organismes HLM auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs de l'habitat, de l'échelle du quartier à celle de la région.

Elle peut ainsi participer à la définition des politiques publiques du logement, tant au plan régional que local, ou des conditions de leur mise en œuvre.

Instance décentralisée du Mouvement HLM, l'Association régionale est également investie d'une mission de mise en œuvre territoriale des politiques négociées avec l'État.

Son action s'inscrit ainsi dans la démarche du « Plan National logement d'abord » et plus précisément dans l'axe 2 de sa déclinaison Métropolitaine-MTPM, visant la sécurisation et la fluidité des parcours résidentiels, notamment via le développement de l'offre de logements adaptés, ou pour des publics spécifiques (jeunes).

Compte tenu de l'expertise de l'association, de l'intérêt de cette action, la Métropole s'engage à soutenir financièrement le renforcement de celle-ci, suivant les orientations définies dans le plan d'action de l'AMI 2 « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord ».

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ARHLM

L'ARHLM s'engage à mettre en œuvre son programme d'actions 2022 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de son activité.

L'association propose de mettre en œuvre un plan d'actions conforme aux objectifs de la fiche action visant le développement de l'offre en PLAI adapté validé dans le cadre du plan Métropolitain LDA.

Les objectifs opérationnels visés sont :

1) Cartographie du niveau d'accompagnement socio-administratif

- Réaliser une cartographie actuelle et précise qui permettra d'identifier sur la métropole les organisations et la capacité des bailleurs à accompagner la démarche de gestion locative adaptée.

Cette cartographie devra mettre en évidence les spécificités, la localisation et les préoccupations portés par les bailleurs en présence sur le territoire métropolitain. Elle permettra de savoir où et pour quelle situation un accompagnement social est possible via les bailleurs (gestion interne ou gestion déléguée). La superposition avec le même état des lieux de l'action sociale publique, nous permettra d'identifier les ressources et besoins.

Ainsi, un plan d'actions visant à garantir un dispositif d'accompagnement social homogène sur toute la métropole, pourra être organisé :

- Aider à la définition des besoins

L'ARHLM s'engage à aider le territoire, notamment la Métropole et les bailleurs dans la définition des besoins en matière d'accompagnement social :

- Identifier les dispositifs d'aide existants, les limites d'intervention des bailleurs et les partenaires locaux ayant une action significative dans la mise en œuvre potentielle d'une Gestion Locative Adaptée (GLA)
- Faire le lien avec les acteurs de l'action sociale (ARS, 115, Croix rouge, Associations et fondations, etc...) afin d'établir un diagnostic des besoins localisés.

Ces actions permettront d'identifier les actions prioritaires à mener en matière de production d'une offre locative sociale adaptée.

2) Animation de la dynamique concourant à accompagner et amplifier le développement des logements très sociaux

- Faciliter la compréhension des différentes aides (objectif de la prime PLAI Adapté, coordination FSL, autres partenariats) et la répartition des tâches entre les bailleurs sociaux, les exploitants, les associations gestionnaires et les services sociaux...
- Initier une meilleure connaissance et maîtrise de la GLA par les potentiels acteurs (financement, contours et modalités, freins et les garanties à apporter).
- Mobiliser une information précise auprès des décideurs et former les intervenants opérationnels (techniciens, gestionnaires, etc...)
- Promouvoir le lien avec les objectifs des plans stratégiques en cours ou à venir permettant une convergence des objectifs (DREAL, PLH).
- Préconiser des coordinations et mobiliser des synergies partenariales répondant aux freins limitant l'offre de logement adapté.
- Organiser une animation inclusive avec les bailleurs, une promotion, un repérage des projets de PLAI adapté, une mission d'accompagnement pour le montage technique des dossiers.

3) Le suivi des dossiers

- Un objectif annuel sera conjointement établi entre MTPM et l'ARHLM afin de suivre la bonne évolution des agréments PLAI-A.
- Tous les trimestres un relevé des intentions déposées par les bailleurs auprès de la DDTM83 devra mettre en évidence la volumétrie en nombre de logements des projets PLAI-A.

- Une action de sensibilisation sera effectuée par l'ARHLM auprès de ses adhérents ayant du patrimoine sur la métropole afin de mettre en évidence cet objectif.
- Une expertise mise à disposition pour le montage de ces dossiers et un accompagnement technique afin d'équilibrer ces opérations.

Il s'agira de constituer un comité technique et de soutien à la promotion du logement adapté et une dynamique de mutualisation des divers partenaires.

ARTICLE 2 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

S'agissant d'un renforcement d'action dans le cadre du « Plan logement d'Abord » Métropolitain l'évaluation de l'action évoquera sa mise en œuvre, ses réalisations (nombre de chantiers et personnes concernées), son impact sur les bénéficiaires et l'opportunité de son renouvellement et/ou de son adaptation.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité à 12 mois.

L'association s'engage à :

Organiser par son intermédiaire -ou via un opérateur- les objectifs opérationnels cités à l'article 1, en lien avec la Métropole, dans le cadre de ses compétences Habitat et solidarités.

Par ailleurs, afin d'évaluer cette action, l'association s'engage à mettre en place les outils de reporting permettant de suivre l'action durant la durée de la convention (12 mois) et notamment de suivre les indicateurs suivants :

- Nombre de réunions des acteurs et propositions d'organisation en réseau, club ou comité technique selon le format le plus adapté,
- Nombre et type de promotion et accompagnement technique des projets communaux,
- Nombre de PLAI Adapté en cours et finalisé,
- Evaluation de l'impact de l'action en matière d'animation inclusive avec les bailleurs.
- Impact de l'animation

Avec le soutien et l'appui technique du chargé de mission Plan Logement d'Abord, le pilote de la fiche est le responsable du service Habitat de la Métropole.

Le coordonnateur du « Plan logement d'Abord » Métropolitain exerce le suivi et l'évaluation de l'action.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'ARHLM au cours de l'exercice 2022, par le versement d'une subvention d'un montant total de 17 500€.

Au regard du projet, l'association s'engage à participer aux instances de pilotage et de suivi du Plan Logement d'abord pour partager le bilan et développer des collaborations avec les différents acteurs locaux.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue en 2022 pour 12 mois d'exercice.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'ARHLM tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ARHLM

L'ARHLM s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement N° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan prévu à l'article 8, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à un montant de **17 500€ (dix-sept mille cinq cents euros)**. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2022.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'ARHLM par virement bancaire.

ARTICLE 8 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des biens mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 10 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège Métropole Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS.30536, 83041 TOULON Cedex 9.

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Le Président de L'Association
Régionale des organismes HLM de
PACA & Corse

Monsieur Pascal FRIQUET